Nouvelles locales du vendredi 22 janvier 2010

@rib News, 22/01/2010Ï ElectionsUn jour aprÃ¨s le lancement officiel du recensement Ã©lectoral des problÃ¨mes ne manquent pas. Dans beaucoup de centre du pays, les agents recenseurs nâ€™ont rien fait aujourdâ€™hui car, disent-ils, le matÃ©riel nÃ©cessaire nâ€™est pas encore Ã leur disposition. Dans dâ€™autres endraoits, il nâ€™y avait mÃªme pas dâ€™a aux lieux prÃ©vus.Dans la commune de Gahombo Ã Kayanza certains agents ont dÃ©cidÃ© de quitter le recensement alors quâ€™ils avaient signÃ© des actes dâ€™engagement. Leur remplacement se fait illicitement, accuse la population de Gahombo (Rtnb/Rpa/Isanganiro)
Ï JusticeLa libertÃ© de la magistrature au Burundi reste Ã dÃ©sirer, a indique le bÃ¢tonnier Isidore Nyamoya dans son Ã©tude sur lâ€™Ã©tat ces lieux de la justice burundaise. Selon Nyamoya, la justice burundaise Ã©volue vers lâ€™analphabÃ©tisme ju suite Ã son manque de libertÃ©.Il sâ€™insurge contre la nomination de certains magistrats par le prÃ©sident de la RÃ©publiqu ajoute que dans des pays dÃ©mocratiques qui respectent la justice, le prÃ©sident du Conseil SupÃ©rieur de la Magistrature est Ã©lu et est dirigÃ© par un magistrat Ã©lu contrairement au cas du Burundi oÃ¹ le chef de lâ€™Etat nomme et prÃ©side ce c secondÃ© par le Ministre de la justice.Pour Nyamoya, cette situation est Ã lâ€™origine du manque de libertÃ© de la magistratu car souligne-t-il, il est difficile de se dÃ©faire de celui qui nomme et qui rÃ©voque en cas de besoin. Les magistrats se trouvent piÃ©gÃ©s entre la volontÃ© du patron et celle de la loi.Cela ressort de lâ€™Ã©tude commanditÃ©e par lâ€™OAG pou semaine dÃ©diÃ©e Ã la cÃ©lÃ©bration de son anniversaire dâ€™existence au Burundi. (Rpa/Isanganiro/Bonesha)Ï Droit de lâ€™homme.Dans son rapport annuel sur les droits de lâ€™homme, Human Right Watch accuse le service national des renseignements du Burundi dâ€™avoir participÃ© dans lâ€™Ã©limination de certains des membres des partis politiques de lâ€™opposition.Dans ce rapport le HRW estime que plusieurs cas dâ€™assassinats politiques ciblÃ©s ont marquÃ© cette annÃ Ã©coulÃ©e de 2009.Cette organisation cite aussi le parti Fnl accusÃ© dâ€™avoir assassinÃ© certains des membres du Cndd-f comme Ã Ngozi.Le rapport fait aussi mention des affrontements entre les jeunes du Cndd-Fdd (Imbonerakure) et ceux du Fnl Ã travers le pays. Il se dit aussi inquiet par les actes dâ€™intimidation et de harcÃ¨lement des ces Imbonerakure envers les citoyens qui ne sont pas du parti au pouvoir. (Isanganiro) Ï SÃ©curitÃ©La population de Kinama accuse le chef ce quartier de Carama dâ€™avoir une milice Ã son service qui va mÃªme jusquâ€™Ã lâ€™arrestation des citoyens de cette com substituant ainsi Ã la police.Le chef de ce quartier dÃ©ment ces allÃ©gations mais affirme possÃ©der quelques Ã©lÃ©ments d sÃ©curitÃ©.Pour le politologue Julien Nimubona, ces Imbonerakure sont comparables Ã une milice car, souligne-t-il, ils possÃ¨dent des armes blanches qui, selon lui, tuent autant que les autres armes.Cela intervient aprÃ¨s les affrontements entre les jeunes du Fnl et ceux du Cndd-fdd Ã Kinama oÃ¹ deux personnes ont Ã©tÃ© blessÃ©es. (Bonesha/VOA).